

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/67

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK, C.P., DÉPUTÉ
À L'OCCASION D'UN DÉJEUNER OFFERT PAR
LA ECONOMIC SOCIETY OF CALGARY**

CALGARY (Alberta)

Le 12 novembre 1990

J'irai droit au but. Voilà maintenant 18 ans que je sers au Parlement et plus longtemps encore que je fais de la politique sur la scène nationale. De tous les premiers ministres, j'ai été le premier qui soit né dans l'Ouest du pays et j'ai été le seul chef politique de l'extérieur du Québec à être invité à venir faire campagne contre le référendum de René Lévesque. Depuis six ans que je suis ministre des Affaires extérieures, j'ai pu mieux que quiconque constater tout le respect dont le Canada fait l'objet dans le monde. Je pense que je connais ce pays et que je connais sa valeur.

Jamais je n'ai été aussi incertain de ce qu'il adviendra du Canada, ni plus conscient que nous pourrions nous séparer. Le danger est réel, à mon avis, que les Canadiens, poussés par la colère ou l'incompréhension, risquent l'avenir de leur pays.

Il y a beaucoup de leçons à tirer du Lac Meech, mais ce qui m'a le plus frappé, c'est le nombre de Canadiens, surtout dans l'Ouest du pays, qui se sont sentis impuissants devant des décisions qui concernaient notre pays. La colère gronde à l'endroit des politiciens, de la presse, de la fonction publique, d'institutions politiques qui semblent avoir cessé d'être un miroir pour les Canadiens et sont plutôt devenues un mur. Il règne pourtant, je crois, un attachement profond pour le Canada et le désir de bâtir un grand pays. Il faut dès lors transcender la colère et cerner exactement ce qui ne va pas et ce qu'il est dans la pratique possible de faire pour améliorer les choses. Le premier pas consiste à donner aux Canadiens l'occasion - qui est en même temps un défi personnel - de dire haut et fort quel genre d'unité ils veulent.

La colère est souvent le déclencheur du changement, mais il faut qu'elle soit suivie d'autres étapes, notamment d'une sérieuse réflexion. Voilà où en est rendu le Canada.

Pour avoir parlé avec des Canadiens après le Lac Meech, je me suis aperçu que l'on ne croyait pas les institutions en place capables de ramener les Canadiens ensemble. Nous avons besoin d'un mécanisme nouveau qui permette aux Canadiens d'Edson et de Chicoutimi, de Yellowknife et de Lunenburg, de discuter d'une façon constructive ensemble. La semaine dernière, le Premier ministre a annoncé la création d'un Forum des citoyens, conçu pour donner aux Canadiens l'occasion de se renseigner sur l'avenir du Canada, d'en parler et d'en décider. Ce n'est pas un exercice constitutionnel, réservé aux avocats ou aux soi-disant experts. C'est un exercice plus fondamental, qui vise à découvrir quel genre de pays nous voulons voir reflété par notre constitution.

J'ai persuadé le Cabinet de constituer ce Forum. Mais vous seuls pouvez en assurer le succès. Le matin où il a été annoncé,

Keith Spicer et moi-même nous sommes réunis pendant une heure et nous nous sommes entendus sur deux éléments essentiels. D'abord, les politiciens doivent sans exception laisser le Forum faire son travail. Ensuite, l'expérience ne sera fructueuse que dans la mesure où les Canadiens feront plus que donner libre cours à leurs frustrations et qu'ils réfléchiront sérieusement à ce pays fantastique, à ce qu'il faut y changer, à ce qu'il signifie pour nous et à ce qu'il peut devenir.

Susan Van De Velde est agricultrice près de Mariapolis au Manitoba et elle joue un rôle actif à l'hôpital de l'endroit et au sein de groupements agricoles. Lorsque je lui ai téléphoné pour lui demander si elle accepterait de siéger à la table des douze commissaires, elle a répondu que c'était une chance unique. Oui, c'est vrai, c'est une chance unique, pour elle et pour tous les Canadiens. J'espère que vous serez nombreux à saisir cette chance de faire une réflexion sur le Canada, d'en parler avec d'autres Canadiens que vous n'aurez peut-être jamais rencontrés avant, de sorte que le Canada qui en ressortira puisse faire à tous notre fierté.

Le temps presse toutefois. On n'a qu'à regarder ce que font d'autres pays, les décisions qu'ils prennent et les défis qu'ils lancent du même coup aux Canadiens, à l'approche de l'an 2000. Nous devons relever ces défis et nous adapter aux différents changements.

Alors que les Canadiens maintiennent des restrictions au commerce interprovincial, ailleurs dans le monde on s'efforce d'abattre les obstacles au commerce.

Alors que certains Canadiens songent à la séparation, le reste de la planète va s'intégrant. Par exemple, la Communauté européenne évolue à une vitesse déconcertante. Elle a créé une banque centrale et une devise commune, libéralisé encore plus les échanges commerciaux et se dirige vers l'union politique.

Alors que certains Canadiens se plaignent de notre démocratie, l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est et ceux de l'Amérique latine ouvrent leurs frontières, leurs sociétés et leurs marchés afin de bénéficier des multiples avantages que leur offre la liberté.

Enfin, alors que certains Canadiens ne pensent toujours qu'aux marchés européens traditionnels et à nos marchés américains actuels, les économies de l'Asie explosent avec une force encore jamais vue dans les économies modernes.

Le monde d'aujourd'hui est donc marqué par le commerce, la démocratisation, le développement et le changement, et les

Albertains comme le reste des Canadiens doivent relever le défi.

Il serait bien commode qu'un pays puisse déclarer un temps d'arrêt lorsqu'il traverse une période difficile. Hélas, contrairement aux humains, le pays ne peut pas fermer la porte à clé et débrancher le téléphone. Il a des responsabilités que l'on ne peut pas négliger, des liens qu'il faut toujours entretenir pour préserver l'ordre, la paix et la prospérité.

Le pays qui ne progresse pas perd du terrain par rapport aux autres, et celui qui fait cavalier seul se retrouve perdant. Qu'il suffise de penser à l'Albanie ou à Cuba. Mais l'Alberta n'est pas l'Albanie, le Canada n'est pas Cuba, et nous ne devons jamais les imiter si nous voulons réussir.

Il est tentant d'abandonner la partie quand les temps sont durs. C'est toutefois le moment d'être plus présent que jamais sur les marchés étrangers. Si nous négligeons nos intérêts, d'autres prendront notre place et le Canada sera forcé de réagir à des décisions prises à l'étranger, à des décisions qui ne lui plaisent même pas.

Loin d'être un luxe, la politique étrangère d'un pays est quelque chose de fondamental. Jamais une politique étrangère basée sur le réalisme, le pragmatisme, l'activisme n'a-t-elle été plus nécessaire qu'aujourd'hui. Et jamais notre politique étrangère n'a-t-elle été moins étrangère à nos intérêts.

La société pétrolière de Calgary, le consommateur d'énergie et les familles des soldats canadiens savent que les événements dans le golfe Persique se répercutent puissamment sur leurs intérêts.

L'aciérie de l'Ontario, qui a besoin de minéraux rares provenant d'Afrique du Sud, sait bien qu'il importe de mettre fin à l'apartheid par des moyens pacifiques.

Dans les Prairies, le cultivateur de blé sait que les réformes lancées par le président Gorbatchev le concernent aussi puisque les ventes de blé du Canada doivent être payées en devises fortes.

L'industrie canadienne doit savoir qu'il importe de régler la crise de l'endettement puisqu'elle nous a coûté si cher en emplois et en exportations - 130 000 emplois et 24 milliards de dollars respectivement, de 1981 à 1987 - parce que d'anciens clients du Canada ne pouvaient plus se permettre d'acheter du blé ni des produits. Si nous ne parvenons pas à juguler la dette, elle nous coûtera 200 000 autres emplois au cours des 10 prochaines années.

Enfin, les Canadiens - dont 30 % de l'économie dépend des

exportations - doivent savoir qu'il importe d'établir de nouvelles règles pour le GATT, car ce sont elles qui décloisonneront les marchés et créeront des emplois, l'inaction ayant des effets contraires.

Ces problèmes ne se régleront pas par hasard, et les solutions retenues ne tiendront sûrement pas compte des intérêts de notre pays si nous ne sommes pas présents aux différentes tables de négociation. Nous ne pouvons demander à aucun autre pays de voir à nos intérêts, et nous ne pouvons plus miser sur notre situation géographique, le noble isolement étant chose du passé. Enfin, nous ne pouvons non plus faire cavalier seul puisqu'il s'agit de problèmes qu'il faut régler en commun.

Comme le révèlent les manuels d'histoire, les pays avaient jadis le luxe de pouvoir se demander s'il était ou non dans leur intérêt de feindre d'ignorer l'existence du reste du monde. Que les temps ont changé...

En effet, dans un monde où le commerce est dominé par le Japon, la Communauté européenne et les États-Unis, comment le Canada pourrait-il survivre s'il n'existait pas de règles?

Dans un monde où un conflit armé dans un lointain désert peut causer une ascension vertigineuse du prix de l'énergie au Canada et faire dégringoler nos cotes boursières, le Canada peut-il feindre d'ignorer les conflits régionaux comme s'ils ne menaçaient pas notre prospérité ni l'ordre établi sur lequel elle repose?

Dans un monde où la pollution ne connaît pas de frontières et où des poisons depuis longtemps interdits au Canada viennent, par la voie des airs, polluer nos terres et nos cours d'eau, est-il possible de nettoyer son propre environnement sans amener d'autres pays à prendre des engagements conjoints?

Dans un monde où des pays pauvres produisent des stupéfiants parce qu'il n'y a pas d'autre option valable, le Canada peut-il protéger ses enfants contre les narcotrafiquants s'il ne s'entend pas avec les pays fournisseurs sur des mesures visant à régler leurs problèmes économiques?

Toutes ces questions appellent des mesures aussi bien au Canada qu'à l'étranger. L'alternative comme les enjeux sont clairs : nous collaborons et nous réussissons ou nous travaillons seuls et nous échouons. Aucune échappatoire n'est possible.

Car si certains pays plus peuplés ou économiquement plus puissants ont pu déroger à l'ordre international et imposer leurs propres conditions au monde entier, le Canada ne peut pas le faire. Nous avons toujours misé sur la coopération pour notre

sécurité, pour notre commerce, pour notre prospérité.

Il faut donc s'aventurer dans le monde pour y promouvoir les valeurs canadiennes et pour y protéger nos intérêts. Il faut aussi prendre nos responsabilités : à l'occasion, la coopération appelle des concessions mutuelles. Un partenariat ne peut fonctionner que si les deux parties veulent réussir et ont le sentiment que les responsabilités sont également partagées. Parfois, il faut faire des choses que l'on pourrait ne pas faire si nous étions seuls au monde. En outre, il faut joindre le geste à la parole, il faut faire pour autrui ce que nous voudrions qu'on fasse pour nous.

Prenons le dossier du commerce. Lors de la négociation de l'Accord de libre-échange, certains de nos concitoyens disaient que nous devrions abandonner cette idée au profit du GATT, la solution rêvée. Il faudrait en renforcer les règles et en élargir les pouvoirs, affirmaient-ils. Il est intéressant de noter que les mêmes personnes qui se disent «internationalistes» tiennent des propos bien différents le moment venu de faire un vrai choix. Au cours des deux dernières années, le GATT a rendu des décisions défavorables au Canada dans le cas du vin et de la bière ainsi que du saumon et du hareng. Ces décisions ont été difficiles à accepter, affectant comme elles l'ont fait nos emplois et nos industries. Le Canada avait alors le choix de reconnaître la primauté du GATT ou de la dénoncer.

Le Nouveau parti démocratique - ce grand défenseur du GATT en théorie - a dit que nous devrions dénoncer ces décisions parce qu'elles étaient dures. C'était là une réaction facile et populaire; c'était aussi la mauvaise réaction.

Les grands pays commerçants comme le Canada ne peuvent pas d'une part réclamer la réglementation du commerce puis, quand les résultats lui sont défavorables, faire comme si les règles n'existaient pas. Nous ne pouvons demander à d'autres d'obéir aux règles que si nous faisons de même. Sinon, certains pays prendraient des mesures de rétorsion et d'autres nous fermeraient carrément leurs marchés.

L'indignation vertueuse n'a rien à voir avec une politique commerciale. De plus, elle ne règle rien. En effet, ce même GATT qui a tranché contre nous dans le cas de la bière et du vin, du saumon et du hareng vient de trancher en notre faveur pour ce qui est des exportations de porc aux États-Unis. Il nous a aussi donné raison dans l'affaire des exportations du blé de qualité, ainsi que lorsque le Canada s'est opposé à la taxe discriminatoire imposée par les Américains sur nos exportations de pétrole. Si nous accueillons les décisions du GATT quand elles nous sont favorables, nous devons aussi les respecter dans le cas contraire.

Nous ne pouvons pas nous retirer du GATT tout comme nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart de la situation du golfe Persique. Nous ne pouvons pas nous isoler du reste de la planète.

C'est là la responsabilité que nous partageons : accepter le fait que l'appartenance au monde n'est pas une option, qu'elle s'accompagne d'exigences et qu'elle appelle le respect des obligations contractées. Sur un autre plan, nous avons aussi la responsabilité de reconnaître ce que la politique étrangère est devenue et de l'utiliser avec imagination afin d'en tirer tous les avantages possibles.

J'estime que la Guerre froide a déformé notre vision du monde. Nous en sommes venus à croire que si nous réglions les problèmes de l'Europe, tous les problèmes du monde seraient résolus du même coup, et que la politique étrangère était surtout question d'armées et de déclarations musclées.

En plus de déformer nos perceptions, la Guerre froide les a limitées, nous empêchant de comprendre que la sécurité n'est pas que militaire, qu'elle compte d'autres dimensions comme les problèmes dans les domaines des échanges commerciaux, du développement, de l'environnement, de l'endettement. Elle nous a empêché de voir que ces problèmes sont reliés : le commerce dépend de la stabilité, le développement découle de la démocratie, la paix et la prospérité sont indissociables. Elle nous a aussi poussé à ne pas accorder assez d'importance à ces problèmes. Elle nous a empêché de regarder ailleurs qu'en Europe, vers d'autres régions prometteuses. Nous avons mis certaines régions et certains problèmes dans des sortes de compartiments que nous avons ensuite délaissés. Enfin, nous avons traité d'autres situations de façon complètement isolée. Cette approche était erronée, et nous devons maintenant la corriger.

Pour reprendre un instant l'image des compartiments, nous avons longtemps cru que le commerce et la politique étrangère constituaient deux domaines distincts. Les diplomates, pensait-on, ne rapportent pas d'argent au Canada.

C'était aussi une erreur. Ces jours-ci, les diplomates travaillent sans cesse pour couronner d'un nouvel accord l'Uruguay Round du GATT. Le cycle de négociation de l'Uruguay est le plus important et le plus complexe jamais organisé. Les enjeux sont énormes : des milliers d'emplois et pour 600 milliards de dollars par année d'échanges dans le seul secteur des services, plus 1 billion de dollars en approvisionnements gouvernementaux. Les risques qu'entraînerait un échec sont également de taille : le protectionnisme; des blocs commerciaux exclusifs plutôt que complémentaires; des blocs divisant des régions tout comme ceux qui ont déjà divisé des

nations; et des guerres commerciales qui appauvriraient les pays qui dépendent le plus du commerce, le Canada par exemple.

Les diplomates tentent justement d'empêcher cela. Ils sont aussi là pour vendre les biens et services canadiens. Par le biais des 127 bureaux commerciaux du Canada à l'étranger et des centres du commerce international implantés dans toutes les régions du pays - dont un à Edmonton et un à Calgary -, nos diplomates tentent de repérer les nouveaux marchés prometteurs, d'ouvrir des portes à l'étranger, d'organiser la participation à des foires commerciales et de promouvoir les coentreprises et les alliances entre firmes canadiennes et étrangères. L'an dernier, les 818 agents commerciaux du Canada ont directement aidé les entreprises canadiennes à générer pour 5,1 milliards de dollars d'exportations. C'est plus de 6 millions de dollars par agent. Ils ont traité 130 000 demandes de renseignements présentées par des exportateurs canadiens qui recherchent des débouchés, et 124 000 demandes de renseignements provenant d'importateurs étrangers intéressés par les produits canadiens.

Je ne pense pas que ce soit un mauvais investissement, surtout pour un pays où le commerce extérieur génère plus de 30 % du Produit national brut (PNB), 3 millions d'emplois et 5 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant. Cet investissement deviendra encore plus crucial alors que le commerce devient plus concurrentiel et que de nouvelles régions et de nouvelles économies se développent.

Songons à quel point nos secteurs industriels dépendent des exportations. Pour l'industrie de la pêche, c'est à environ 80 %; pour le bois d'oeuvre résineux, à 70 %; pour l'aérospatiale, à quelque 73 %; pour les ordinateurs, à plus de 90 %; pour la pâte de bois, à 80 %; et pour les produits pétrochimiques, à 40 %. Et songons à quel rythme cette dépendance s'accroît dans d'autres secteurs. En 1973, les exportations représentaient 26 % des ventes de matériel minier. Dans la deuxième moitié des années 80, elles représentaient 73 % des ventes. Dans le secteur du matériel de communication, les exportations sont passées de 16 à 37 % et, dans celui du matériel de construction, de 32 à 52 % pendant la même période.

L'importance accrue des exportations pour assurer la croissance et l'intensification de la concurrence sur les marchés ont obligé les entreprises canadiennes à consacrer de plus en plus de temps aux questions internationales. On nous dit que les moyennes et grandes entreprises canadiennes consacrent maintenant jusqu'à 75 % de leur temps à des questions de relations avec l'étranger. Elles le font peut-être pour développer des marchés. Ou peut-être pour élargir leurs activités. Ou peut-être parce qu'elles redoutent l'instabilité dans le Golfe, en Afrique du Sud, en Amérique centrale ou ailleurs. Ou peut-être parce qu'elles sont préoccupées par d'autres problèmes internationaux

comme l'endettement, l'environnement ou les négociations commerciales.

Les gouvernements ne peuvent adopter des positions de repli lorsque les entreprises canadiennes se tournent vers l'extérieur. Nos entreprises savent ce qui va les enrichir ou les appauvrir. Il faut que les pays le sachent aussi. Et il y a des associations à poursuivre, des associations dans de nouvelles régions et des associations pour régler de nouveaux problèmes.

L'argument vaut pour plusieurs régions du monde. Mais permettez-moi de me concentrer un moment sur l'Asie, une région de plus en plus importante pour l'Alberta et le Canada, une région qui sera aussi importante pour le monde du siècle prochain que l'Europe l'a été pour le monde du siècle passé. Examinons les faits:

- La part asiatique de la production mondiale a doublé depuis 1970 et, en l'an 2000, la région du Pacifique pourrait bien compter pour 60 % de l'humanité, pour 40 % de la consommation globale et pour une part encore plus grande de la production mondiale.
- Le niveau de vie à Singapour est maintenant plus élevé qu'en Italie. Hong Kong dépassera bientôt la Grande-Bretagne pour le revenu par habitant. L'économie de la Corée se développe plus rapidement que celle du Japon.
- En 1983, le Canada s'est mis à commercer davantage avec les pays en bordure du Pacifique qu'avec les pays d'outre-Atlantique. Ses exportations s'accroîtront d'au moins 50 % sur les 10 prochaines années.
- Des 24 membres de l'OCDE, c'est le Canada qui commerce le plus avec le Japon et la Corée, Hong Kong, Taïwan et Singapour - qu'on appelle les «Quatre Dragons». Notre dépendance à l'égard de la région du Pacifique est plus forte que celle des États-Unis. Elle dépasse même celle de l'Australie.
- Les quatre provinces de l'Ouest comptent pour les trois quarts de toutes les exportations canadiennes en Corée et au Japon et pour 90 % des exportations en Chine. La Colombie-Britannique commerce plus avec les pays asiatiques qu'avec les États-Unis. Et dans des secteurs comme celui des techniques d'exploitation du pétrole et du gaz naturel, l'Alberta commerce plus avec la région du Pacifique qu'avec les États-Unis.
- Dans les sept dernières années, le commerce de l'Alberta avec le Pacifique s'est développé quatre fois plus vite que son commerce avec les États-Unis.

- Et bien que le Japon soit le plus important client de l'Alberta, le reste de la région Asie-Pacifique offre des possibilités sans précédent. En 1982, Taïwan venait au 15^e rang des marchés d'exportation de l'Alberta. Elle occupe maintenant le 6^e rang. La Corée occupait le 9^e rang en 1982. Elle occupe maintenant le 3^e rang. Et l'Indonésie, dont les échanges n'étaient même pas comptabilisés en 1982, est maintenant la 10^e destination en importance pour les exportations de l'Alberta.

L'industrie albertaine a été active dans la région; et elle y a connu de bons résultats : Novacorp pour les techniques de l'énergie, Intera Technologies pour la télédétection, Willowglen Services pour les systèmes de données de haute technicité, Pelican Mills de Weyerhaeuser pour les panneaux à copeaux orientés, Sun Ice pour les vêtements de sport et Canada West pour la transformation et la distribution d'aliments. Même dans le domaine du son ultra-sophistiqué, des sociétés albertaines ont décroché des contrats dans le fief de Sony et de Mitsubishi. Archer Communications de Calgary a signé un contrat de six ans pour la mise au point de microplaquettes qui donneront un son tridimensionnel aux ordinateurs Nintendo. Ce ne sont là que quelques exemples de réussites, et il y en a bien d'autres. Mais il faut que les Albertains sachent encore mieux par où passera leur future prospérité.

La politique étrangère peut appuyer ces efforts en développant la capacité linguistique dont les Canadiens ont besoin pour livrer concurrence dans la région. Le Japon, qui sera la superpuissance économique du siècle prochain, s'attendra de plus en plus à ce que ceux qui font affaire avec lui respectent mieux sa culture, ses coutumes et sa langue. Il s'attendra à ce que nous nous adaptions à lui, plutôt que l'inverse. C'est pourquoi notre stratégie Pacifique 2000 prévoit une formation linguistique pour les gens d'affaires. C'est aussi pour cela que j'ai lancé ces programmes à l'Université Simon Fraser et au Centre ontarien pour le commerce international, et que nous établirons des centres régionaux de perfectionnement linguistique en Alberta et ailleurs.

La politique étrangère peut appuyer ces efforts en recherchant un cadre pacifique pour la conduite du commerce. Les pays de l'Asie du Sud-Est, qui dominent maintenant la région du Pacifique, ont déjà été ravagés par une guerre qui a appauvri leurs peuples et qui nous a empêchés de commercer avec eux. C'est le Cambodge qui a vécu l'un des conflits les plus sanglants, un conflit qui pourrait se régler bientôt, ce qui stimulerait le commerce et favoriserait la prospérité. La politique étrangère du Canada a tenté de mettre fin à ce conflit; le Canada a d'ailleurs pris l'initiative à la Conférence de Paris

de l'an dernier qui a mis en marche le processus d'établissement de la paix. Et lorsque ce conflit se terminera, nous offrirons d'envoyer des forces de maintien de la paix pour contribuer au rétablissement de la stabilité dans cette région.

Nous poursuivons aussi de diverses autres façons cette recherche de l'ordre - l'ordre qui permet le commerce et la prospérité. Nous prenons une initiative concrète avec les pays du Pacifique Nord pour voir si des mesures de confiance comme celles qui ont donné de bons résultats en Europe pourraient aussi être appliquées à cette région. Nous appuyons activement le nouveau mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique - la CEAP - de façon à favoriser la compréhension et la coopération économique de part et d'autre du Pacifique. Et nous poursuivons un dialogue actif avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est - l'ANASE -, dont les ministres des affaires étrangères se sont retrouvés à Jasper le mois dernier pour leur toute première réunion organisée à l'étranger par l'un de leurs partenaires. Ce dialogue avec l'ANASE tente d'ériger des ponts à l'intérieur de la région ainsi qu'entre cette région et le reste du monde de façon à favoriser la paix, la prospérité et le commerce.

La politique étrangère appuie aussi ces efforts au moyen de l'APD - l'aide publique au développement. Bien des gens voient l'APD comme une charité. Et l'un de ses grands objectifs est certainement de canaliser les efforts des Canadiens pour aider d'autres pays à s'aider eux-mêmes. Mais l'aide à l'étranger peut aussi générer un commerce extérieur. Les pays pauvres n'achètent pas. Les pays développés peuvent se le permettre. Et les pays qui ont déjà reçu une aide pensent souvent à leurs donateurs lorsque vient la prospérité.

Prenons par exemple la Thaïlande. Dans les années 50, le Canada accordait activement une aide à ce pays pauvre et ravagé par la guerre d'Indochine. Et en 1979, nous avons pris l'initiative d'aider les réfugiés de la mer. Ces actions ont bâti une solide relation commerciale. Le commerce du Canada avec la Thaïlande est passé de 150 millions de dollars il y a neuf ans à 765 millions l'an dernier.

Et les sociétés albertaines ont développé des marchés asiatiques par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Novacorp soutient par exemple que l'ACDI l'a aidée à obtenir un contrat de 41 millions de dollars en Malaisie pour la vente de gaz naturel. Et c'est dans le cadre d'une mission de l'ACDI en Asie que Willowglen a trouvé son contrat de vente de systèmes de données à Singapour.

Voilà comment la politique étrangère peut appuyer vos efforts. Cette politique peut aussi vous aider lorsqu'elle recherche un environnement plus sain. Nous devons assainir notre

milieu pour protéger notre santé et celle de nos enfants. Mais nous devons aussi le faire pour assurer notre prospérité. À titre d'exemple, l'industrie forestière représente 42 milliards de dollars pour le Canada. Les forêts du globe sont menacées. Et ce sont ces forêts qui fournissent l'oxygène dont nous avons besoin pour respirer. Le Canada peut prendre des mesures internes pour protéger ses propres forêts. Mais cela ne réglera pas le problème des forêts pluviales de l'Asie et d'ailleurs. Et si nous nous imposons nous-mêmes des normes en matière de foresterie, c'est l'industrie canadienne qui va souffrir si ces normes ne sont pas acceptées au niveau international. Les diplomates canadiens tentent donc de conclure, d'ici à 1992, une convention mondiale sur les forêts qui mettra la communauté internationale sur la voie du développement durable de nos forêts. C'est quelque chose de bon pour l'environnement, et aussi pour l'industrie canadienne. C'est çà la politique étrangère.

J'ai choisi l'Asie comme exemple principal, mais j'aurais pu parler de l'Amérique latine, de l'Afrique ou d'autres régions. Le fait est que la politique étrangère ne se limite plus à l'Europe. Elle ne concerne plus uniquement les armées et les différends. Elle vise un village planétaire qui, comme tout autre village, peut être un lieu de conflit ou de coopération. Elle s'intéresse aux problèmes nationaux qui doivent être réglés globalement, et de façon concertée, si l'on veut assurer une paix et une prospérité durables. Elle vise à protéger les intérêts du Canada à l'étranger.

La politique étrangère consiste à trouver les problèmes - à les chercher, à les examiner et à les régler. Elle s'intéresse au problème du commerce, et au problème du développement, et au problème des conflits régionaux, et au problème de l'environnement. Elle cherche à régler les problèmes dans un monde que nous ne pouvons fuir ou ignorer.

Le monde est actuellement préoccupé par le conflit dans le golfe Persique, conflit qui a ses particularités ainsi que ses propres causes et conséquences immédiates. Mais le golfe Persique nous révèle d'autres problèmes, des problèmes que nous n'avons pas encore rencontrés et des problèmes que nous devons régler.

Il y a le problème d'une région qui n'a pas encore établi d'ordre, d'une région où un autre conflit entre Arabes et Israéliens n'a pas encore été réglé. Il y a le problème de l'interdépendance commerciale et économique soulignée par notre dépendance à l'égard du pétrole importé et par les marchés que notre industrie a perdus dans le Golfe. Il y a le problème du développement, illustré par l'effet dévastateur que cette crise a pour l'Europe de l'Est et le pour le tiers monde. Il y a le problème de la prolifération des armes de destruction massive que

nous n'avons pas contrôlées et qui ont permis à Saddam Hussein de nous menacer d'un holocauste. Il y a le problème du commerce grotesque des armes conventionnelles qui ont donné à Saddam Hussein assez de confiance pour envahir. Il y a le problème du terrorisme qui pourrait être déclenché si cette crise se transforme en conflit. Et il y a le problème de la haine latente entre Arabes et non-Arabes que pourrait révéler une guerre dans le Golfe.

Ceux qui disent que nous avons réglé les problèmes parce que nous avons redressé la situation en Europe rêvent en couleurs. Ceux qui disent que la politique étrangère a une importance secondaire - ou qu'elle n'est plus nécessaire - sont vraiment des idiots. Et ceux qui disent que la paix et la prospérité au pays peuvent être protégées sans obtenir la paix et la prospérité à l'étranger se font des illusions.

On ne fera pas de films sur le GATT. On n'écrira pas de romans sur l'ONU ou sur l'ANASE ou sur la CEAP ou sur l'Organisation des États américains (OEA). Et ce n'est que normal. S'il en était autrement, nous aurions échoué. Il nous faut bâtir un monde qui fonctionne bien, pas un monde qui nous divertit. C'est ce que la politique étrangère du Canada tente de réaliser: c'est une réalisation encore incomplète, une aspiration à poursuivre.